



## **AFRIQUE/SOUDAN DU SUD - Pour les responsables chrétiens, « il est abominable de voir un affrontement politique se transformer en une guerre ethnique »**

Juba (Agence Fides) – « Il est déchirant pour nous de voir que ce qui était à l'origine un problème politique à l'intérieur du parti aux affaires, le SPLM (Mouvement de libération du peuple soudanais) s'est rapidement transformé en un conflit ethnique à une échelle dramatiquement vaste » affirme un communiqué envoyé à l'Agence Fides par le South Sudan Council of the Church (SSCC), organisme qui rassemble les principales confessions chrétiennes présentes au Soudan du Sud, y compris l'Eglise catholique.

A compter de la mi-décembre, les combats entre les militaires fidèles au Président Salva Kiir et les rebelles de l'ancien Vice-président Riek Machar ont provoqué des milliers de morts, l'évacuation de 400.000 personnes, alors que 80.000 autres ont pris le chemin des Etats limitrophes. « Il s'agit d'une abomination ! » - indiquent les responsables chrétiens qui font état de leur proximité aux victimes et aux populations en fuite.

Les représentants des églises chrétiennes lancent un appel aux parties au conflit afin qu'elles mettent immédiatement un terme aux hostilités, qu'elles permettent la création de couloirs humanitaires afin de porter secours aux populations en difficulté et qu'elles résolvent leur controverses de manière pacifique.

Les responsables chrétiens s'engagent à promouvoir la paix, y compris au travers de la création de comités de village ayant pour but de pacifier les esprits et ils invitent les fidèles à ne pas tomber dans le piège de l'affrontement entre ethnies : « Dieu nous a créé membres de différentes communautés ethniques mais les chefs politiques utilisent leurs identités ethniques respectives pour semer la haine et diviser la population. Il faut résister par tous les moyens à cette tendance ».

Le document propose enfin de convoquer une conférence nationale afin de définir l'avenir du Soudan du Sud, conférence qui serait ouverte aux membres de la société civile parce que « la souveraineté appartient au peuple et non pas personnellement à des responsables ou à des partis politiques ». (L.M.) (Agence Fides 17/01/2014)